



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°15

LA FONCTION JURIDICTIONNELLE

La fonction juridictionnelle consiste à trancher et résoudre des litiges, ce qui n'est pas sans soulever des problèmes à la fois politiques et pratiques. L'indépendance des juges et la valeur de la jurisprudence laissent penser que la justice constitue un troisième pouvoir mais la question de l'essence même de la fonction juridictionnelle reste une construction théorique face à des constatations pratiques.

Trancher des litiges et créer des normes

De prime abord, la fonction juridictionnelle consiste à trancher des litiges, c'est-à-dire à appliquer une disposition législative générale à un cas particulier. Le rôle du juge est donc de déduire une conclusion depuis la loi en fonction du contexte. On pourrait ainsi considérer qu'il ne s'agit pas vraiment d'un pouvoir mais plutôt d'une mission.

Pour autant, nous avons vu précédemment qu'avant d'appliquer un texte juridique, il faut en déterminer la signification ; c'est ce qu'on appelle l'interprétation (voir pages 12-13). De plus, il n'est pas rare qu'un juge puisse trouver plusieurs textes applicables à un même litige, chacun d'entre eux menant à une conclusion différente. Dès lors, la fonction de juger n'est pas simplement une mission, c'est l'exercice d'un pouvoir de création de droit.

La théorie du pouvoir judiciaire

La jurisprudence étant une source de droit et les juges étant créateurs de ce droit, il devient logique de parler de pouvoir judiciaire. L'effectivité de ce pouvoir ne peut être garantie que par une séparation stricte avec les deux autres pouvoirs, c'est pourquoi l'indépendance et l'inamovibilité des juges est un principe.

Si le système français prévoit que les juges sont des fonctionnaires issus de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) ou de l'Ecole nationale d'administration (ENA), ce n'est pas forcément le cas à l'étranger où les juges sont désignés selon des procédés très variés, qui peuvent être des élections ou des nominations.

Enfin, on parle également de pouvoir judiciaire pour le désigner comme un contre-pouvoir qui fait obstacle au pouvoir législatif ou à la volonté du pouvoir exécutif, par exemple en déclarant une loi inconstitutionnelle (donc invalide) alors qu'elle était le fruit d'un débat parlementaire lié à un engagement électoral du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement.

La garantie de l'indépendance judiciaire

Selon l'article 64 de la Constitution, « le président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature. »

Cette disposition semble aller à l'encontre du principe de séparation des pouvoirs mais en réalité, elle n'induit pas une tutelle du président de la République sur la justice ; elle ne fait que reprendre le principe énoncé dans l'article 5 de la Constitution selon lequel « le Président de la République veille au respect de la Constitution. »

C'est donc en tant que chef de l'Etat que le président de la République reçoit la tâche de garantir l'indépendance de l'autorité judiciaire.

CSM : le Conseil supérieur de la magistrature

En France, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a pour rôle de garantir l'indépendance des magistrats par rapport au pouvoir exécutif. Il est composé de magistrats élus par leurs pairs et de personnalités extérieures nommées pour une durée de quatre ans non renouvelable immédiatement.

Alors que le Conseil était auparavant présidé par le Président de la République, le nouvel article 65 de la Constitution (résultant de la loi du 23 juillet 2008) distingue trois formations du Conseil supérieur, placées sous la présidence du Premier président de la Cour de cassation et du Procureur général près ladite Cour :

- La formation compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation, pour la discipline et les nominations.
- La formation compétente à l'égard des magistrats du parquet est présidée par le procureur général près la Cour de cassation, pour la discipline et les nominations.
- La formation plénière est présidée par le premier président de la Cour de cassation et compétente pour les demandes formulées soit par le Président de la République, dans son rôle de garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, soit par le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les questions énumérées par l'article 65 de la Constitution.